

DÉBAT

L'eau doit rester une ressource commune

Jean-Luc Touly, président de l'Association pour un contrat mondial de l'eau était mardi à Niort, pour convaincre les décideurs locaux de considérer l'eau comme une ressource commune.

« A qui appartient l'eau ? » La question posée mardi soir au petit théâtre de Saint-Florent par l'association Attac des Deux-Sèvres reste en suspens. Frank Michel, le président d'Attac 79, a lancé un cycle de réunions-débats sur la notion de biens communs, l'eau, l'énergie et le vivant. Afin d'aborder le thème de l'eau, Attac 79 a convié Jean-Luc Touly, coauteur avec Roger Lenglet de l'ouvrage controversé « l'eau des multinationales, les vérités inavouables ». Licencié par son employeur Véolia après 30 années de service, le syndi-

caliste cégétiste, poursuivi à nouveau devant les tribunaux, se veut le chantre du combat de l'eau accessible à tous les habitants de la terre.

Un service public
Il pointe du doigt « les multinationales qui exercent des pressions continues sur les décideurs locaux ». « Seuls 20 % des usagers boivent aujourd'hui de l'eau distribuée par un service public » constate Jean-Luc Touly, mettant en avant les « travers » de la privatisation. L'homme semble connaître sur le bout des doigts les rouages « des facturations de frais de personnel inexplicables, des retards de versements de la quote-part revenant aux collectivités, des locations de compteur amorties en 15 ans qui courent toujours... » « Les politiques ont du mal à se positionner. La mission parlementaire sur l'eau a débuté voilà huit ans et n'est toujours pas achevée... » constate Jean-Luc Touly. « Le risque de privatisation du service de l'eau est

sérieux. Au final, c'est l'usager qui trinque » poursuit le spécialiste.

Le forcing
Il constate, par expérience, que « les multinationales font le forcing dans les municipalités et communautés d'agglomération en proposant de prendre en charge l'eau mais également l'assainissement, le service des ordures ménagères ou la construction d'un parking... Autant de projets qui ne sont pas valorisants pour des politiques locales qui peuvent consacrer pleinement leur budget à des opérations mieux perçues par l'opinion, telles qu'un stade ou une crèche... » Aux côtés de Jean-Luc Touly, Dominique Blanchard, d'Attac 86, a évoqué le retour en régie du service de l'eau à Chatellerault, privatisé depuis une quinzaine d'années. Amaury Breuillé, adjoint au maire de Niort, a fait état de pressions sur les élus pour une privatisation de la production, de la distribution et du traitement de l'eau. Da-

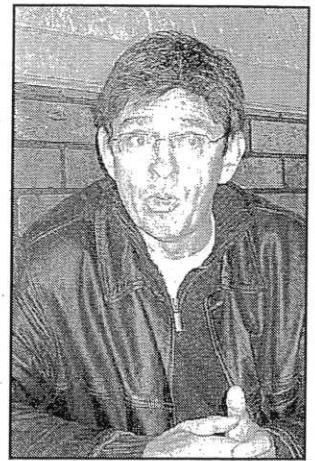


Photo Cl. G.

Jean-Luc Touly est président de l'Association du contrat mondial de l'eau.

niel Barré, président de l'Association de protection, d'information et d'étude de l'eau et de l'environnement (APIEEE) a évoqué quant à lui les propositions de l'association dans les conflits d'usage et de gestion de l'eau.

Cl. G.

M
L
S
I
P
M
a
d
le
2
S
C
s
d
n
u
d
o
b
3
L
d
il
r

ni-
nce
a-
eil
a-
atta,
t
ni-
re
t